L'INDUSTRIE

MANIWAKI (P.Q.)—ON RÉCLAME UNE SUBVENTION POUR AIDER LA COOPÉRATIVE DES CITOYENS À EXPLOITER LES USINES DE SOGEFOR LIMITÉE—EFFORTS EN VUE DE TROUVER DES NOUVEAUX DÉBOUCHÉS

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, étant donné l'absence de l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce, je vais poser ma question à son secrétaire parlementaire.

Pourrait-il dire si le ministère de l'Industrie et du Commerce peut accorder une subvention substantielle aux citoyens de Maniwaki, qui ont formé une coopérative en vue de se porter acquéreurs des usines de la société Sogefor Limitée?

[Traduction]

M. Bruce Howard (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, le ministère de l'Industrie et du Commerce a examiné de très près les nombreux problèmes qui se posent aux usines Sogefor en ce qui concerne les marchés et les approvisionnements en bois. Toute demande d'aide financière spéciale à l'égard de cette compagnie devrait être présentée au ministre de l'Expansion économique régionale.

[Français]

M. Laprise: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

C'est précisément la question que j'ai débattue hier soir, sur la motion d'ajournement. Cependant, j'aimerais demander au secrétaire parlementaire si, au cours de ses déplacements, l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce tentera de trouver des débouchés pour la production de ces usines?

LA DÉFENSE NATIONALE

LA HAUSSE DES LOYERS DES MILITAIRES MARIÉS—LE LIVRE BLANC—LA CONSTRUCTION DES DESTROYERS

[Traduction]

M. J. M. Forrestall (Darimouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de la Défense nationale tandis qu'il est debout? Voudrait-il nous donner des précisions quant à la question sur les loyers que je lui ai déjà posée? De plus, pourrait-il dire à la Chambre et au pays quand nous pouvons attendre son Livre blanc sur la politique de défense? En préparant ce Livre blanc, a-t-il pensé à le diviser en deux parties dont une traiterait spécifiquement de la nécessité de consolider les systèmes de nouveaux armements et les systèmes de remplacement, la deuxième partie traitant de la question générale de la politique de défense?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, j'ai établi un programme pour nos services, et j'espère pouvoir le déposer à la Chambre vers Pâques. En ce qui concerne la proposition du député, j'y songerai. Il me semble que la priorité [L'hon. M. Sharp.]

devrait aller à la question de la politique réelle, réliée de près à la question de l'outillage et des arrangements pertinents. J'examinerai volontiers sa proposition.

J'ai étudié la question des loyers, que le député a eu l'amabilité de me signaler la semaine dernière. Cette question est examinée en même temps que la question générale du logement pour les membres des Forces armées, que le député de Malpèque a été assez bon de soulever il y a environ un mois. J'espère que, d'ici plusieurs semaines, je pourrai faire une déclaration générale sur tous les aspects de cette question du logement.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, à propos de l'augmentation des loyers des logements familiaux, le ministre ne pourrait-il accélérer l'étude de la question, le personnel intéressé ayant déjà été informé qu'il doit subir à compter du 1° avril une augmentation de loyers qui dépassera le montant de la dernière augmentation des soldes?

L'hon. M. Macdonald: Monsieur l'Orateur, nous avons un peu de temps d'ici le 1° avril. Il me semble que le plus sensé serait de faire une déclaration générale au sujet de la politique des loyers et du logement.

M. Forrestall: Monsieur l'Orateur. Lorsqu'il fera sa déclaration générale, le ministre pourrait-il dire à la Chambre où en est le programme du ministère de la Défense nationale et dans quelle mesure il devient urgent d'y attribuer des fonds?

L'hon. M. Macdonald: Oui, monsieur l'Orateur. Je le ferai volontiers. J'espère pouvoir renseigner la Chambre, et plus particulièrement le comité permanent des Affaires extérieures et de la défense nationale, sur cette question et d'autres, vers le milieu du mois prochain, quand, sauf erreur, les prévisions budgétaires seront soumises au comité.

LES TRANSPORTS

LA SÉCURITÉ DES MOTONEIGES—DEMANDE DE DÉPÔT DES NORMES—LE MANUEL D'INSTRUCTION

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, je veux poser au ministre des Transports une question qui se rattache à d'autres posées antérieurement sur la question de la sécurité des motoneiges. La semaine dernière, un jury du coroner de North Bay (Ontario) dans la décision qu'il a rendue a attribué la responsabilité d'un accident de motoneige en partie à un système de freinage et de commande insuffisant et en partie au manque d'expérience des motoneigistes. En conséquence, le ministre est-il maintenant prêt à déposer à la Chambre une liste des caractéristiques fondamentales de sécurité que son ministère estimerait essentielles et exigerait des motoneiges fabriquées et vendues au Canada?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Oui, monsieur l'Orateur. Si j'ai bien compris la question du député, je lui répondrai qu'une dizaine de règlements ont été publiés dans le journal officiel. L'autre jour, je disais que je n'en étais pas sûr mais j'ai appris qu'il